

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

L'objectif du ministère du Procureur général, et de ses partenaires du secteur de la justice, est de promouvoir la sécurité dans toutes les communautés de la province, grâce à un système judiciaire et un plan de sécurité publique responsables, efficaces, efficaces et accessibles. Le ministère a cinq activités de base consistant à poursuivre les responsables d'actes criminels et protéger l'ordre public et la sécurité de la population; apporter son soutien aux victimes d'actes criminels à toutes les étapes du système de justice pénale; faire en sorte que les services des tribunaux et les services judiciaires connexes soient équitables, rapides et accessibles; fournir des services d'aide juridique et d'aide à la prise de décisions aux personnes vulnérables; offrir des conseils et services juridiques au gouvernement.

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services des tribunaux criminels, des tribunaux civils et des tribunaux de la famille, grâce à un réseau de plus de 250 greffes et offre des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire. Le ministère intente des poursuites en vertu du *Code criminel du Canada*, de la *Loi sur les jeunes contrevenants* et des lois provinciales met en place un réseau de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels comprenant un vaste éventail de services, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Font également partie du ministère, le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants et le Programme de visites surveillées. Le ministère offre des conseils d'experts juridiques aux ministères, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Il appuie aussi et fixe les orientations stratégiques de la province en matière de jeux. Il supervise de nombreux organismes, conseils et commissions, dont la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario et la Société des loteries et des jeux de l'Ontario. Le ministère subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales.

Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMMES	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
\$		\$	\$
 FONCTIONNEMENT			
124 824 746	Programme d'administration du ministère ¹	121 063 940	125 784 156
144 707 900	Programme de poursuites contre les criminels ^{2,3}	142 771 200	142 006 713
291 045 300	Programme des services de justice à la famille ⁴	296 575 300	294 286 541
35 388 100	Programme des services juridiques ^{5,6,7}	35 238 000	52 464 515
294 467 800	Programme des services aux tribunaux ^{8,9}	282 250 300	290 905 826
79 202 000	Programme des services aux victimes ^{10,11,12}	66 914 900	57 766 101
969 635 846	Total du ministère - Fonctionnement	944 813 640	963 213 852
646 138 000	Moins : Mandats spéciaux	312 500 000	-
4 850 246	Moins : Crédits législatifs	48 840	7 692 508
<u>318 647 600</u>	< TOTAL À VOTER - FONCTIONNEMENT	<u>632 264 800</u>	<u>955 521 344</u>
969 635 846	Total du ministère - Fonctionnement		
54 365 000	Redressement de consolidation net - Aide juridique Ontario		
<u>1 024 000 846</u>	TOTAL, Y COMPRIS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS		

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMMES	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
\$		\$	\$
FONCTIONNEMENT			
Actif			
5 296 000	Programme des services de justice à la famille	-	-
5 296 000	Total du ministère - Actif	-	-
5 295 000	Moins : Mandats spéciaux	-	-
1 000	< TOTAL À VOTER - ACTIF	-	-

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

DÉTAILS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 2002-2003	942 000 940	
1.2 Comptes publics 2001-2002		960 391 152
2. Réorganisation gouvernementale		
2.1 Transfert de fonctions d'autres ministères	2 812 700	2 822 700
	944 813 640	963 213 852

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

RAPPROCHEMENT DES CHIFFRES DU BUDGET DES DÉPENSES 2002-2003 - DE LA COMPTABILITÉ DE CAISSE À LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

CRÉDIT et poste		Prévisions	Redressements -	Prévisions	Prévisions	Variat.
		2002-2003 - Compt. caisse	Compt. caisse à compt. exerc.	2002-2003 - Compt. exerc.	2003-2004 - Compt. exerc.	prévisions 2002-2003 - Compt. exerc.
		en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$
FONCTIONNEMENT						
301	Programme d'administration du ministère					
1	Administration du ministère ¹	121,0	(0,6)	120,4	124,8	4,3
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	-	-
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	-	-	-	-	-
		<u>121,1</u>	<u>(0,6)</u>	<u>120,5</u>	<u>124,8</u>	<u>4,3</u>
302	Programme de poursuites contre les criminels					
1	Unité des enquêtes spéciales ²	5,2	(0,1)	5,1	5,3	0,1
2	Droit criminel ³	134,0	(4,6)	129,4	135,9	6,5
3	Projet de la justice applicable aux Autochtones	3,5	-	3,5	3,5	-
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>	-	-	-	-	-
		<u>142,8</u>	<u>(4,7)</u>	<u>138,1</u>	<u>144,7</u>	<u>6,6</u>
303	Programme des services de justice à la famille					
1	Services de justice à la famille ⁴	54,0	(1,1)	52,9	54,6	1,7
2	Aide juridique Ontario	242,6	-	242,6	236,5	(6,1)
		<u>296,6</u>	<u>(1,1)</u>	<u>295,5</u>	<u>291,0</u>	<u>(4,5)</u>
304	Programme des services juridiques					
1	Organismes, conseils et commissions ⁵	17,3	(0,4)	16,9	16,0	(0,9)
2	Services juridiques ⁶	14,3	(2,7)	11,6	15,9	4,3
3	Services des conseillers législatifs ⁷	3,6	(0,2)	3,4	3,5	0,1
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	-	-	-	-	-
		<u>35,2</u>	<u>(3,3)</u>	<u>31,9</u>	<u>35,4</u>	<u>3,5</u>
305	Programme des services aux tribunaux					
1	Administration de la justice ⁸	177,1	(6,4)	170,8	184,8	14,0
2	Services judiciaires ⁹	105,1	(2,2)	102,9	104,9	2,1
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-	-	4,8	4,8
		<u>282,3</u>	<u>(8,6)</u>	<u>273,6</u>	<u>294,5</u>	<u>20,9</u>
306	Programme des services aux victimes					
1	Gestion des services aux victimes ¹⁰	35,1	(0,2)	35,0	47,7	12,8
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins ¹¹	11,4	(0,4)	11,0	11,1	0,1
3	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels ¹²	20,4	(0,1)	20,3	20,3	0,1
		<u>66,9</u>	<u>(0,7)</u>	<u>66,2</u>	<u>79,2</u>	<u>13,0</u>
	Total du ministère - Fonctionnement	944,8	(19,0)	925,8	969,6	43,8

Note : Les montants ont été arrondis à la centaine de millier de dollars la plus proche et les montants inférieurs à cinquante mille dollars ramenés à zéro. Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments parce qu'ils ont été arrondis.

Redressements de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice - À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est préparé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs étaient préparés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. On décrit dans les notes qui suivent les redressements qui augmentent ou diminuent les montants de 2002-2003 pour les présenter selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans cet état de rapprochement. La présentation des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 selon la méthode de la comptabilité d'exercice n'est pas un retraitement officiel, mais une approximation où ne figurent que les principaux redressements imputés à l'exercice, tels que requis pour pouvoir comparer le Budget des dépenses 2003-2004 à celui de 2002-2003 à partir de la même méthode de comptabilité. (Note : les redressements inférieurs à 0,05 million de dollars n'apparaissent pas.)

en millions de \$

- (0,6) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

RAPPROCHEMENT DES CHIFFRES DU BUDGET DES DÉPENSES 2002-2003 - DE LA COMPTABILITÉ DE CAISSE À LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

2. (0,1) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
3. (4,6) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
4. (1,1) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
5. (0,4) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
6. (2,7) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
7. (0,2) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
8. (6,4) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
9. (2,2) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
10. (0,2) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
11. (0,4) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.
12. (0,1) redressement pour supprimer les coûts des régimes de retraite des employés du ministère car, à compter de 2003-2004, le coût, pour la province, de toutes les prestations de retraite acquises par les employés est inscrit dans le Budget des dépenses du Secrétariat du Conseil de gestion.

(19,0) << Total des redressements

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE

Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMMES	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
\$		\$	\$
IMMOBILISATIONS			
9 000 000	Programme d'administration du ministère	7 000 000	9 901 568
13 000 000	Programme des services aux tribunaux	34 861 000	30 509 263
22 000 000	Total du ministère - Immobilisations	41 861 000	40 410 831
17 500 000	Moins : Mandats spéciaux	19 500 000	-
4 500 000	< TOTAL À VOTER - IMMOBILISATIONS	22 361 000	40 410 831
22 000 000	Total du ministère - Immobilisations		
12 857 000	Redressement de consolidation net - Aide juridique Ontario		
34 857 000	TOTAL, Y COMPRIS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS		

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

- NOTES -

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

RAPPROCHEMENT DES CHIFFRES DU BUDGET DES DÉPENSES 2002-2003 - DE LA COMPTABILITÉ DE CAISSE À LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE

CRÉDIT et poste	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Redressements - Compt. caisse à compt. exerc.	Prévisions 2002-2003 - Compt. exerc.	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	Variat.	
					prévisions 2002-2003 - Compt. exerc.	
	en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$	en millions de \$	
IMMOBILISATIONS						
301	Programme d'administration du ministère					
2	Renouvellement des installations	7.0	-	7.0	9.0	2.0
		7.0	-	7.0	9.0	2.0
305	Programme des services aux tribunaux					
3	Construction de tribunaux	34.9	-	34.9	13.0	(21.9)
		34.9	-	34.9	13.0	(21.9)
Total du ministère - Immobilisations		41.9	-	41.9	22.0	(19.9)

Note : Les montants ont été arrondis à la centaine de millier de dollars la plus proche et les montants inférieurs à cinquante mille dollars ramenés à zéro. Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments parce qu'ils ont été arrondis.

Redressements de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice - À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est préparé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs étaient préparés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. On décrit dans les notes qui suivent les redressements qui augmentent ou diminuent les montants de 2002-2003 pour les présenter selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans cet état de rapprochement. La présentation des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 selon la méthode de la comptabilité d'exercice n'est pas un retraitement officiel, mais une approximation où ne figurent que les principaux redressements imputés à l'exercice, tels que requis pour pouvoir comparer le Budget des dépenses 2003-2004 à celui de 2002-2003 à partir de la même méthode de comptabilité. (Note : les redressements inférieurs à 0,05 million de dollars n'apparaissent pas.)

pas de redressements entre la comptabilité de caisse et la comptabilité d'exercice

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans le domaine de la planification des activités et des finances, des ressources humaines, de la recherche et de l'analyse, et de la coordination des projets stratégiques clés. La Division offre aussi des services communs en matière de gestion des installations, d'accès à l'information et de services en français aux ministères du secteur de la justice et assure la gestion des services fournis par le Secrétariat du Conseil de gestion, par le biais du Bureau des services communs : vérification, assurance de la qualité et fonctions de soutien. Le programme offre également des services d'administration au Bureau du procureur général, au Bureau du sous-procureur général et au Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi qu'à la Direction des politiques et à la Direction des communications. Il appuie aussi et fixe les initiatives de la province en matière de jeux.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
301		PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
FONCTIONNEMENT				
1	124 776 500	Administration du ministère ¹	121 017 100	125 738 679
L	36 057	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	35 006	33 987
L	12 189	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	11 834	11 490
	<u>124 824 746</u>	Total - Fonctionnement	<u>121 063 940</u>	<u>125 784 156</u>
	79 500 000	Moins : Mandats spéciaux	35 000 000	-
	48 246	Moins : Crédits législatifs	46 840	45 477
	<u>45 276 500</u>	Montant à voter	<u>86 017 100</u>	<u>125 738 679</u>
IMMOBILISATIONS				
2	9 000 000	Renouvellement des installations	7 000 000	9 901 568
	<u>9 000 000</u>	Total - Immobilisations	<u>7 000 000</u>	<u>9 901 568</u>
	7 300 000	Moins : Mandats spéciaux	3 000 000	-
	<u>1 700 000</u>	Montant à voter	<u>4 000 000</u>	<u>9 901 568</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (301-1)		\$	
Traitements et salaires	13 327 900		
Avantages sociaux	1 345 100		
Transports et communications	704 000		
Services	109 563 300		
Fournitures et matériel	468 900		
	125 409 200		
Moins : Recouvrements	632 700		
	<u>124 776 500</u>		
<i>Bureau principal</i>		\$	
Traitements et salaires	1 211 900		
Avantages sociaux	113 900		
Transports et communications	92 000		
Services	106 200		
Fournitures et matériel	79 700		
	<u>1 603 700</u>		
<i>Services communs</i>		\$	
Services	4 608 800		
	<u>4 608 800</u>		
<i>Services de communication</i>		\$	
Traitements et salaires	1 023 200		
Avantages sociaux	67 300		
Transports et communications	20 100		
Services	256 100		
Fournitures et matériel	80 900		
	<u>1 447 600</u>		
<i>Services de vérification</i>		\$	
Services	1 754 900		
	<u>1 754 900</u>		
<i>Services des installations</i>		\$	
Traitements et salaires	1 665 600		
Avantages sociaux	253 000		
Transports et communications	354 500		
Services	982 400		
Fournitures et matériel	153 700		
	3 409 200		
Moins : Recouvrements d'autres activités	480 700		
	<u>2 928 500</u>		
<i>Locaux - Frais de location</i>		\$	\$
Services	100 098 500		100 098 500
<i>Planification opérationnelle</i>		\$	
Traitements et salaires	1 669 800		
Avantages sociaux	74 900		
Transports et communications	16 700		
Services	1 111 800		
Fournitures et matériel	20 500		
	<u>2 893 700</u>		
<i>Ressources humaines</i>		\$	
Traitements et salaires	2 983 800		
Avantages sociaux	212 600		
Transports et communications	168 900		
Services	10 000		
Fournitures et matériel	102 500		
	3 477 800		
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 000		
	<u>3 476 800</u>		
<i>Élaboration des politiques</i>		\$	
Traitements et salaires	4 230 100		
Avantages sociaux	509 200		
Transports et communications	40 300		
Services	148 300		
Fournitures et matériel	20 000		
	4 947 900		
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000		
	<u>4 946 900</u>		
<i>Unité des politiques en matière de jeux</i>		\$	
Traitements et salaires	543 500		
Avantages sociaux	114 200		
Transports et communications	11 500		
Services	486 300		
Fournitures et matériel	11 600		
	1 167 100		
Moins : Recouvrements	150 000		
	<u>1 017 100</u>		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

- NOTES -

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

 PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE (suite)
 CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Crédits législatifs	\$	IMMOBILISATIONS	\$
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	36 057	Renouvellement des installations (301-2)	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..	12 189	Autres opérations	
	<u>48 246</u>	Investissements dans les immobilisations	<u>9 000 000</u>
Total (Fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	<u>124 824 746</u>	Total (Immobilisations) - Programme d'administration du ministère	<u>9 000 000</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS :

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
302		PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		
FONCTIONNEMENT				
1	5 258 000	Unité des enquêtes spéciales ²	5 244 100	5 020 111
2	135 905 700	Droit criminel ³	133 982 900	133 450 920
3	3 543 200	Projet de la justice applicable aux Autochtones	3 543 200	3 060 296
L	1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>	1 000	475 386
	<u>144 707 900</u>	Total - Fonctionnement	<u>142 771 200</u>	<u>142 006 713</u>
	102 200 000	Moins : Mandats spéciaux	49 900 000	-
	1 000	Moins : Crédits législatifs	1 000	475 386
	<u>42 506 900</u>	Montant à voter	<u>92 870 200</u>	<u>141 531 327</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT		Crédits législatifs	
Unité des enquêtes spéciales (302-1)	\$		\$
Traitements et salaires	3 605 700	Autres opérations	
Avantages sociaux	512 200	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur</i>	
Transports et communications	229 700	<i>le ministère du Trésor et de l'Économie</i>	1 000
Services	632 000		<u>1 000</u>
Fournitures et matériel	278 400		
	<u>5 258 000</u>	Projet de la justice applicable aux	
		Autochtones (302-3)	
Droit criminel (302-2)		Paiements de transfert	\$
Traitements et salaires	103 806 800	Programme des	
Avantages sociaux	12 871 700	travailleurs judiciaires	
Transports et communications	2 779 600	autochtones	2 692 800
Services	13 668 800	Projets de la justice	
Fournitures et matériel	1 750 200	applicable aux	
Paiements de transfert	\$	Autochtones	<u>850 400</u>
Association des			<u>3 543 200</u>
procureurs de la Couronne	1 300		<u>3 543 200</u>
Subventions - Projets		Total (Fonctionnement) - Programme de	
spéciaux	17 300	poursuites contre les criminels	<u>144 707 900</u>
Comités de justice pour la			
jeunesse	<u>1 010 000</u>		
	<u>1 028 600</u>		
	<u>135 905 700</u>		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE :

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom des personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques, ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires intéressant la protection des enfants, le divorce/la séparation, et les contentieux civils/les biens transmis par succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il administre la contribution de la province à Aide juridique Ontario et le programme de libérations sous caution.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
303		PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE		
 FONCTIONNEMENT				
1	54 564 600	Services de justice à la famille ⁴	53 983 600	52 700 541
2	236 480 700	Aide juridique Ontario	242 591 700	241 586 000
	<u>291 045 300</u>	Total - Fonctionnement	<u>296 575 300</u>	<u>294 286 541</u>
	170 001 000	Moins : Mandats spéciaux	82 100 000	-
	<u>121 044 300</u>	Montant à voter	<u>214 475 300</u>	<u>294 286 541</u>
 Actif				
3	5 296 000	Aide juridique Ontario	-	-
	<u>5 296 000</u>	Total - Actif	-	-
	5 295 000	Moins : Mandats spéciaux	-	-
	<u>1 000</u>	Montant à voter	<u>-</u>	<u>-</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT			
Services de justice à la famille (303-1)	\$		
Traitements et salaires	25 105 500	<i>Visites surveillées</i>	\$
Avantages sociaux	3 749 200	Traitements et salaires	206 700
Transports et communications	1 755 900	Avantages sociaux	43 600
Services	17 502 600	Transports et communications	51 600
Fournitures et matériel	492 900	Services	97 400
Paiements de transfert	\$	Fournitures et matériel	9 100
Visites surveillées - Projet pilote	3 916 900	Paiements de transfert	
Vérification et supervision des libérations sous caution	1 966 600	Visites surveillées - Projet pilote	3 916 900
Victimes de mauvais traitements	150 000		4 325 300
	6 033 500	<i>Vérification et supervision des libérations sous caution</i>	\$
	54 639 600	Paiements de transfert	
Moins : Recouvrements	75 000	Vérification et supervision des libérations sous caution	1 966 600
	54 564 600		1 966 600
<i>Gestion des programmes</i>	\$	<i>Victimes de mauvais traitements</i>	\$
Traitements et salaires	846 100	Paiements de transfert	
Avantages sociaux	145 700	Victimes de mauvais traitements	150 000
Services	37 800		150 000
Fournitures et matériel	46 500		
	1 076 100		
<i>Avocat des enfants</i>	\$		
Traitements et salaires	5 445 400	Aide juridique Ontario (303-2)	
Avantages sociaux	864 300	Paiements de transfert	\$
Transports et communications	139 800	Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Services à la clientèle	172 062 700
Services	7 907 900	Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Administration ..	27 348 100
Fournitures et matériel	100 000	Cliniques d'aide juridique communautaires offertes dans le cadre du Fonds d'aide juridique	33 280 900
	14 457 400	Réinvestissement dans le Fonds d'aide juridique	3 789 000
<i>Représentation juridique des enfants</i>	\$		236 480 700
Services	4 500 000		236 480 700
Moins : Recouvrements d'autres ministères	75 000	Total (Fonctionnement) - Programme des services de justice à la famille	291 045 300
	4 425 000		
<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)</i>	\$	Actif	
Traitements et salaires	18 607 300	Aide juridique Ontario (303-3)	\$
Avantages sociaux	2 695 600	Dépôts et charges payées d'avance	5 296 000
Transports et communications	1 564 500		5 296 000
Services	4 959 500	Total (Actif) - Programme des services de justice à la famille	5 296 000
Fournitures et matériel	337 300		
	28 164 200		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES :

Ce programme appuie le rôle du procureur général en sa qualité de premier conseiller juridique de l'État en offrant au gouvernement des conseils experts en matière de droit constitutionnel et de droit civil, et en le représentant devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités de base, politiques, programmes et services.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la refonte des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
304		PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES		
 FONCTIONNEMENT				
1	15 959 500	Organismes, conseils et commissions ⁵	17 338 900	20 602 042
2	15 895 700	Services juridiques ⁶	14 259 300	20 309 548
3	3 531 900	Services des conseillers législatifs ⁷	3 638 800	4 381 280
L	1 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	1 000	7 171 645
	<u>35 388 100</u>	Total - Fonctionnement	<u>35 238 000</u>	<u>52 464 515</u>
	30 637 000	Moins : Mandats spéciaux	21 500 000	-
	1 000	Moins : Crédits législatifs	1 000	7 171 645
	<u>4 750 100</u>	Montant à voter	<u>13 737 000</u>	<u>45 292 870</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT		<i>Droit civil et constitutionnel</i>	\$	\$
Organismes, conseils et commissions (304-1)	\$	Traitements et salaires	11 593 900	
Traitements et salaires	9 719 600	Avantages sociaux	1 680 100	
Avantages sociaux	874 500	Transports et communications	236 700	
Transports et communications	2 374 000	Services	5 724 700	
Services	2 770 500	Fournitures et matériel	268 800	
Fournitures et matériel	220 900		<u>19 504 200</u>	
	<u>15 959 500</u>	Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	<u>3 609 500</u>	<u>15 894 700</u>
<i>Commission de révision de l'évaluation foncière</i>	\$			
Traitements et salaires	4 994 300	<i>Services juridiques détachés</i>	\$	
Avantages sociaux	233 700	Traitements et salaires	53 349 500	
Transports et communications	2 374 000	Avantages sociaux	6 525 600	
Services	1 210 400	Services	2 940 800	
Fournitures et matériel	220 900		<u>62 815 900</u>	
	<u>9 033 300</u>	Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	<u>62 814 900</u>	<u>1 000</u>
<i>Commission des affaires municipales de l'Ontario</i>	\$			
Traitements et salaires	4 725 300	Crédits législatifs		
Avantages sociaux	640 800	Autres opérations		
Services	1 559 100	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	<u>1 000</u>	
	<u>6 925 200</u>		<u>1 000</u>	
<i>Commissions royales</i>	\$	Services des conseillers législatifs (304-3)		
Services	1 000	Traitements et salaires	4 894 000	
	<u>1 000</u>	Avantages sociaux	424 700	
<i>Services juridiques (304-2)</i>		Transports et communications	44 500	
Traitements et salaires	64 943 400	Services	179 800	
Avantages sociaux	8 205 700	Fournitures et matériel	88 800	
Transports et communications	236 700		<u>5 631 800</u>	
Services	8 665 500	Moins : Recouvrements	<u>2 099 900</u>	
Fournitures et matériel	268 800		<u>3 531 900</u>	
	<u>82 320 100</u>	Total (Fonctionnement) - Programme des services juridiques	<u>35 388 100</u>	
Moins : Recouvrements	<u>66 424 400</u>			
	<u>15 895 700</u>			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX :

Ce programme dispense des services administratifs aux tribunaux civils, criminels et de la famille de l'Ontario.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
305		PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		
FONCTIONNEMENT				
1	184 759 600	Administration de la justice ⁸	177 135 400	181 601 114
2	104 908 200	Services judiciaires ⁹	105 114 900	109 304 712
L	4 800 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	-	-
	<u>294 467 800</u>	Total - Fonctionnement	<u>282 250 300</u>	<u>290 905 826</u>
	203 000 000	Moins : Mandats spéciaux	99 000 000	-
	4 800 000	Moins : Crédits législatifs	-	-
	<u>86 667 800</u>	Montant à voter	<u>183 250 300</u>	<u>290 905 826</u>
IMMOBILISATIONS				
3	13 000 000	Construction de tribunaux	34 861 000	30 509 263
	<u>13 000 000</u>	Total - Immobilisations	<u>34 861 000</u>	<u>30 509 263</u>
	10 200 000	Moins : Mandats spéciaux	16 500 000	-
	<u>2 800 000</u>	Montant à voter	<u>18 361 000</u>	<u>30 509 263</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES :

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

CRÉDIT et poste	Prévisions 2003-2004 - Compt. exerc.	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Prévisions 2002-2003 - Compt. caisse	Dépenses réelles 2001-2002 - Compt. caisse
	\$		\$	\$
306		PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		
FONCTIONNEMENT				
1	47 736 800	Gestion des services aux victimes ¹⁰	35 126 100	28 771 664
2	11 119 700	Programme d'aide aux victimes et aux témoins ¹¹	11 422 000	8 919 413
3	20 345 500	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels ¹²	20 366 800	20 075 024
	<u>79 202 000</u>	Total - Fonctionnement	<u>66 914 900</u>	<u>57 766 101</u>
	60 800 000	Moins : Mandats spéciaux	25 000 000	-
	<u>18 402 000</u>	Montant à voter	<u>41 914 900</u>	<u>57 766 101</u>

- NOTES -

NOTE : À compter de 2003-2004, le Budget des dépenses est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les chiffres de 2002-2003 et des exercices antérieurs sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée; la comparaison des chiffres de 2003-2004 avec les chiffres des exercices antérieurs risque donc de ne pas être concluante. La différence entre ces deux méthodes de comptabilité se situe au niveau des redressements (date des paiements de transfert et provisions pour dettes irrécouvrables, par exemple) qui auraient pour effet d'augmenter ou de diminuer les montants de 2002-2003 s'ils avaient été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les redressements effectués pour ce ministère, le cas échéant, sont indiqués par des renvois en exposant et expliqués dans la page qui suit le sommaire du ministère sous l'intitulé Rapprochement des chiffres du Budget des dépenses 2002-2003 - de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

FONCTIONNEMENT		Programme d'aide aux victimes et aux témoins (306-2)	
	\$		\$
Gestion des services aux victimes (306-1)			
Traitements et salaires	4 829 100	Traitements et salaires	8 267 800
Avantages sociaux	695 500	Avantages sociaux	1 185 000
Transports et communications	857 600	Transports et communications	401 000
Services	5 242 800	Services	964 100
Fournitures et matériel	254 900	Fournitures et matériel	276 800
Paiements de transfert	\$	Paiements de transfert	
Comités de coordination communautaire	794 900	Services spéciaux aux enfants témoins (Toronto)	25 000
Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord)	7 872 800		<u>11 119 700</u>
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	7 226 700	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (306-3)	
Subventions pour les programmes communautaires de justice pour les victimes ...	500 000	Traitements et salaires	1 975 400
Programme de sensibilisation à la violence	101 400	Avantages sociaux	255 200
Projets spéciaux d'aide aux victimes	540 000	Transports et communications	177 300
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	9 601 100	Services	761 500
Plan de services à l'intention des femmes francophones	600 000	Fournitures et matériel	159 500
Programme de subventions pour la prévention des mauvais traitements à l'égard des personnes âgées	820 000	Paiements de transfert	
Subventions pour l'amélioration des services communautaires	700 000	Indemnisation des victimes d'actes criminels	17 016 600
Programme de subventions de recherche et de prévention de la revictimisation	700 000		<u>20 345 500</u>
Programme de subventions pour les partenariats entre les services communautaires d'aide aux victimes et les services policiers	2 350 000	Total (Fonctionnement) - Programme des services aux victimes	<u><u>79 202 000</u></u>
Programme de subventions pour les projets communautaires ...	2 050 000		
Programme de subventions pour les projets pilotes	<u>2 000 000</u>		
	<u>35 856 900</u>		
	<u>47 736 800</u>		

